



N° 0588 du 16 au 22 Janvier 2024- Prix : 250 F CFA

TOP 100 DES FNI DU 21EME SIÈCLE:













togotopimpact@gmail.com

#togotopimpact2023

Célébrer le Togo qui réussit!

Progrès et changements

 \hat{E} tre humain, évo-luant dans un monde changeant, mutant et, très souvent, hostile par le comportement parfois exécrable du prochain, nous nous posons moult questions sur notre progrès.

Nous avons parfois l'impression de ne pas pouvoir faire grandchose par nous-mêmes, mais l'humanité composée d'individus ; nous pouvons faire la différence.

En tant qu'individus, nous pouvons influencer nos propres familles. Nos familles peuvent façonner nos communautés et nos communautés forment nos nations.

Ensemble, nous pouvons créer un monde meilleur. Et c'est ce nous apprends Georges Bernard Shaw: "Le progrès est impossible sans changements, et ceux qui ne peuvent jamais changer d'avis ne peuvent ni changer le monde, ni se changer eux-mêmes."

Crédo TETTEH



Récépissé N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC Adresse:

23Rue Formatec, Agoè-CAcavéli 01 BP: 450 Lomé Tél: +228 91538081

Courriel: lemedium2013@yahoo.fr Maison de la Presse, Casier N° 78 N°RCCM: TG-LOM 2015A6516 NIF: 1000480972 N°CFE: 7966PP2015/2015

Directeur Général: CRÉDO ADJÉ K. TETTEH Directeur de la Publication :

Ali SAMBA **Rédaction:** Crédo TETTEH Ali SAMBA

Infographie: JPB Crédit Photos: KEKERE Razak Impression: SDR

<u>Tirage</u>: 2.500 exemplaires Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

AGOÈ-NYIVÉ 1:

King Mensah nommé conseiller à la culture et aux loisirs par le Maire Kovi Adanbounou

Kovi Akoété ADANBONOU est le maire de la commune Agoè-Nyivé 1. Dans une décisions en date du 4 Janvier 2024, il nomme l'artiste King Mensah comme son conseiller à la culture et aux loisirs.

Officiel. L'artiste de la chanson togolaise, King Mensah, a été nommé conseiller à la culture et aux loisirs du Maire Kovi Akoété ADANBOUNOU. Par cette décision, il estquestion pour le maire ADANBOUNOU d'exprimer d'une part, à l'artiste, une certaine reconnaissance pour son implication au développement culturel du Togo, et d'autre part, à profiter de son expérience et de son expertise en vue de faire



Papavi King Mensah

d'Agoé-Nyivé un véritable centre culturel et de loisirs pour le Togo et toute la sous-région.

décision sera remise officielle-

ment à l'artiste, le 15 février 2024 à la mairie d'Agoé-Nyivé.

Consideré comme " La voix Selon nos informations, la d'or du Togo ", Papavi King MENSAH est un acteur influent de la musique togolaise. Bien qu'il soit basé à Lomé, il enregistre et promeut régulièrement ses albums à l'international. Il entreprend depuis plusieurs années des tournées musicales mondia-

Chantant en mina, éwé et français, King Mensah fusionne des éléments de la musique raditionnelle éwé (Agbadza et Akpessé), et Kabyè dance-drum music, avec du funk, du reggae et de l'afro-pop ouest-africain.

Ses thèmes lyriques sont imprégnés de religion et d'encouragement plein d'espoir pour les orphelins et les opprimés.

Source: togotimes.info

GRAND RAPPORT :

mée rend hommage au président de la République

Les Forces Armées Togolaises (FAT) ont rendu un ''hommage mérité'' au chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, pour ''l'attention particulière" qu'il accorde aux questions de défense et de sécurité.

C'était à l'occasion de la cérémonie annuelle du Grand rapport des FAT qui s'est déroulée samedi à Kara (environ 420 km au nord de Lomé), sous la présidence du chef de l'Etat.

Les FAT ont rendu hommage au chef de l'Etat pour son leadership et sa politique de développement, qui concourt au renforcement des capacités opérationnelles et à la modernisation de l'institution militaire.

"Les Forces armées togolaises se tiendront toujours sur la brèche afin de vous accompagner dans la consolidation de la



Une vue de l'assistance lors de la cérémonie

paix, de la sécurité et de la cohésion sociale, gage de tout développement. Nous voudrions, au nom de tout le personnel des Forces armées togolaises, vous rendre un hommage mérité pour l'attention particu-

lière que vous accordez aux questions de défense et de sécurité", soulignent les FAT dans le grand rapport.

Elles ont réaffirmé à cet effet, leur engagement et leur soutien au chef de l'État, face aux défis sécuritaires.

Le chef de l'Etat, chef des armées, a félicité les forces de défense et de sécurité pour leur professionnalisme, leur bravoure et leur détermination à assu-

Suite à la page 3

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp: 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE: 10 000 FCFA Whatsapp: 91 06 88 07 - 9612 04 24 Payement par tmoney ou flooz info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME

PRIX D'UNE ANNONCE: 10 000 FCFA Whatsapp: 91 06 88 07 - 9612 04 24 Payement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

PRESTATAIRE

info@sogesti.net

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA sage gescom à partir de 600 000FCFA sage paie rh à partir de 800 000 FCFA

Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP 139 RUE VANLARE FACE CSTT Whatsapp: 91 06 88 07 - 96 12 04 24

www.lemedium.info

TOP 100 DES FNI DU 21EME SIECLE :

Sandra Ablamba JOHNSON, la définition du travail bien fait

Économiste du développe-ment et experte en développement du secteur privé, Sandra Ablamba Johnson fait partie du Top 100 des Femmes Noires Inspirantes (FNI) du 21ème siècle. Une fierté, non seulement pour sa famille biologique, mais surtout pour toute une Nation.

Par Crédo TETTEH

Gouverneur du Togo auprès de la Banque Mondiale depuis février 2021, Sandra Ablamba Johnson a toujours su se faire distinguer par son amour pour le travail, avec un ancrage sur le travail bien fait.

Consciente depuis belle lurette et épousant l'idée de Voltaire que "Le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin", la Ministre -Secrétaire Générale de la Présidence de la République Togolaise est un domaine de définition de la rigueur, de la passion, de l'amour du travail bien fait, de la discipline et de la transmission du savoir.

Humble de cœur et avide de connaissance, Sandra Ablamba Johnson se rabaisse toujours au niveau de son interlocuteur.

Discrète et réservée, elle est aussi le symbole de silence tel sur la colonne du Nord. Elle bavarde peu et préfère aller au concret, aller de l'avant dans toutes ses entreprises.

Pragmatique, Sandra Ablamba Johnson est reconnaissante à Faure Gnassingbé pour lui avoir accordé sa confiance et donner l'opportunité d'apprendre et de servir le prochain. " La présence de ces femmes leaders togolaises atteste particulièrement de l'efficacité et de l'impact de la politique de promotion du genre au Togo, prônée par le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbe " a-t-elle réagi sur son compte X.

Très engagée pour l'épanouissement de l'humain à travers le Ablamba travail. Sandra Johnson, dans une humilité et simplicité renchérit : "



Sandra Ablamba JOHNSON, Ministre Secrétaire Générale de la Présidence de la République Togolaise

Puissions-nous, au-delà des reconnaissances publiques, œuvrer significativement à l'éclosion des talents de nos jeunes sœurs et enfants, à l'échelle nationale et internationale ". Tout y est. Tout est dit. Tout est accompli. Et comme Theodore Roosevelt l'affirme si bien : "La reconnaissance du travail bien fait est une récompense souvent bien plus appréciée qu'un salaire."

Connue pour ses compétences et son dévouement dans l'exercice de ses fonctions, Sandra Ablamba Johnson a été la cheville ouvrière des travaux qui ont conduit à l'éligibilité du Togo en 2016 au programme Millenium Challenge Account des États-Unis d'Amérique, processus dont elle assurait, en tant que coordonnateur adjoint, la coordination technique avec les institutions américaines, telles l'agence Millenium Challenge Corporation (MCC), Heritage Foundation, Corporate Council for Africa, Freedom House.

est co-auteur de plusieurs revues universitaires sur les questions de pauvreté, de financement du secteur agricole, d'économie et de finance inclusive.

Sandra Ablamba Johnson fut, le 17 février 2023 à Paris, Prix de la Médaille d'Or de la Ligue universelle du bien public, une Organisation non gouvernementale (ONG) rattachée l'Organisation des Nations unies depuis 1949, et axée sur la promotion de l'action publique et de valeurs humanitaires.

La Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République est aussi connue pour ses actions remarquables dans la mise en œuvre des politiques de promotion de la bonne gouvernance et de l'innovation. C'est donc à raison qu'elle a reçu, le 23 décembre 2022 à Abidjan, une double distinction honorifique : le Prix spécial pour le développement et la promotion de l'investissement privé au Togo et le Prix du leadership féminin au Togo.

Titulaire d'un Doctorat en Passionnée de recherche, elle Sciences Économiques, d'un

Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées (DESS) Sciences Économiques, d'un diplôme de programmation et politiques financières de l'institut du Fonds Monétaire International à Washington et d'un diplôme de l'Économie de l'emploi de l'académie du Bureau International du Travail à Turin, Sandra Ablamba Johnson a travaillé sur plusieurs sujets d'ordre économique, dont l'évaluation des politiques publiques, le partenariat Public-Privé, la promotion de l'investissement, le suivi stratégique des réformes pour l'amélioration du climat des affaires, allant de l'institutionnel à l'opérationnel, y compris l'accompagnement et l'appui-conseil aux opérateurs économiques.

Elle procède également aux analyses de l'environnement socio-économique et apporte des conseils stratégiques au Président de République sur lesdits sujets.

Membre de " International Exchange Alumni " du programme de Leadership du département d'État américain, la Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République a bénéficié, dans le cadre dudit programme, d'une formation dans le domaine de la "Bonne Gouvernance et de la transparence ".

CONSEIL DES MINISTRES DU 12 JANVIER 2024



Le chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 12 janvier 2024 le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a examiné et adopté deux projets de loi et deux projets de décret.

Le premier projet de loi est relatif aux associations au Togo et le second à la profession d'architecte dans notre pays. Quant aux projets de décret, ils portent respectivement création de l'unité togolaise de garde-côtes et création du conseil national de lutte contre le can-

Source: republiquetogolaise.com

<u>LE TOGO SE DOTE D'UNE</u> UNITÉ SPÉCIALE DE GARDE-COTES



Le Togo renforce le contrôle de son espace maritime national. Le gouvernement, a acté ce vendredi 12 janvier en conseil des ministres, la création d'une unité spéciale de garde-côtes. L'objectif de cette nouvelle force, qui intervient dans un contexte de nouveaux défis sécuritaires dans le secteur maritime, est d'assurer une meilleure surveillance des eaux togolaises, de lutter contre les trafics opérés par les pirogues en dehors des zones surveillées, et de prévenir la pollution en mer. Pour l'exécutif, la mise en place de cette structure de surveillance permanente doit contribuer au renforcement de l'organisation interministérielle de l'action civile de l'État en mer, et d'améliorer les performances en matière de coordination inter-administrations et de coopération.

A ce jour, les missions de surveillance des côtes étaient opérées par des équipes d'interception et de dissuasion de la Marine nationale.

Source: republiquetogolaise.com

POLITIQUE-FAT-GRAND RAPPORT: L'armée rend hommage au président de la République

rer la sécurité du pays.

Faure Gnassingbé les a encouragés à œuvrer avec vigilance permanente à garantir la

paisibles protection des

Il a réaffirmé sa volonté de sécurité. poursuivre les efforts en vue de la consolidation des capacités

stratégiques et opérationnelles des forces de défense et de

> Savoir News/Présidence de République

lemedium2013@yahoo.fr

CONNECTIVITÉ, INFRASTRUCTURES TÉLÉ-COMS: TOGOCOM VA RECEVOIR UN FINANCEMENT DE 36 MILLIARDS FCFA DE L'IFC



Au Togo, l'opérateur de téléphonie Togocom a signé jeudi 11 janvier dernier à Lomé, un accord de financement de 36 milliards FCFA avec la Société financière internationale (IFC), branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé.

Cette facilité est destinée à renforcer la connexion haut débit dans le pays.

De façon plus concrète, le Groupe Togocom utilisera ces ressources pour moderniser ses infrastructures télécoms, étendre son réseau mobile 4G et poursuivre l'extension de son réseau de fibre optique à travers le pays. "Cet investissement témoigne de notre engagement à soutenir constamment le développement économique et la digitalisation des services au Togo ", a déclaré Pierre-Antoine Legagneur, directeur général de Togocom. Pour le Togo qui s'est engagé ces dernières années dans une transformation digitale, "ce partenariat avec l'IFC marque une étape décisive, non seulement pour améliorer l'accès aux équipements et à l'internet haut débit, mais aussi pour générer des opportunités économiques pour nos populations ", a indiqué Cina Lawson, ministre de l'économie numérique et de la transformation digita-

En rappel, l'ambition du gouvernement est d'arriver à une couverture de 95 % de la population en internet mobile et fixe d'ici à 2025. Sur la même période, l'exécutif veut également connecter 100 % des administrations publiques, et 95 % des hôpitaux et des écoles. Source: republiquetogolaise.com

LE CADRE D'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE BIENTÔT RÉORGANISÉ



Au Togo, la loi relative à l'exercice de la profession d'architecte va être actualisée. Un projet de loi a été adopté dans ce sens par le gouvernement, lors du dernier

Le nouveau texte qui viendra remplacer celui en vigueur depuis plus de trois décennies (1990), doit non seulement intégrer les évolutions du secteur, mais surtout, redéfinir une meilleure organisation de la profession. Concrètement, a détaillé le ministre, porte-parole du gouvernement, Christian Trimua, "il s'agit de renforcer l'ordre national (ONAT), de définir les missions de l'architecte, particulièrement dans un contexte de mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale, et d'adapter la législation aux normes communautaires ", notamment la directive de l'Uemoa qui promeut la coopération et la libre circulation de ces acteurs.

"Tous ces éléments vont concourir à moderniser la profession et la rendre plus attractive ", a conclu l'officiel. Source: republiquetogolaise.com

ECONOMIE:

OTR lance la vulgarisation de la loi des finances

par l'Assemblée Nationale le 22 décembre 2023, à l'unanimité des députés, la loi de finances (LOFI), exercice 2024 comporte des dispositions fiscales et douanières qui nécessitent une vulgarisation pour une bonne compréhension de tous les acteurs concernés par son exécution. Afin de faire connaître ces dispositions à la population, diverses actions de communication sont prévues, notamment une rencontre avec les associations corporatistes ou faitières des opérateurs économiques.

Au titre de la loi de finances exercice 2024, les mesures proposées visent une mobilisation optimale des recettes fiscales, tout en prenant en compte les préoccupations du secteur privé et les exigences liées à la poursuite de l'amélioration du climat des affaires.

Pour le budget 2024, les modifications de la loi fiscale ont été articulées autour de quatre (04) grands ensembles de préoccupations, à savoir : la mobilisation optimale des ressources ; les mesures à caractère social ; la simplification des procédures ; le renforcement du contrôle et les réajustements techniques. Le but visé par la présente communication est de donner un aperçu des mesures fiscales et douanières contenues dans la loi de finances, exercice 2024.

Ces mesures sont regroupées en deux (02) grandes catégories que sont : les modifications du Code Général des impôts (CGI), du Livre des Procédures Fiscales



Dr Philippe Kokou Tchodiè, los de la séance de vulgarisation de la Loi de finances 2024 (LPF) et du Code des Douanes National; les mesures spécifiques.

C'est la presse locale qui a été à l'honneur lors du lancement de ce processus de vulgarisation. Selon l'OTR, cette façon de faire vise à permettre aux médias de relayer les informations et de renforcer le partenariat avec les opérateurs économiques. " La fiscalité est un domaine assez complexe et pour la promotion du civisme fiscal, l'OTR s'est donné pour mission de bien expliquer la loi de finances. Nous attendons que nos partenaires puissent prendre ce message et le relayer de la bonne manière pour que ce que le gouvernement a comme volonté, et qui est traduit dans la loi de finances, puisse être compris par toute la population ", a déclaré Phillipe Kokou Tchodié, le Commissaire de l'OTR.

Il faut rappeler que dans le cadre des réformes relatives à la transparence budgétaire, le ministère de l'économie et des finances (MEF) a organisé une réunion virtuelle de partage de la loi de finances, exercice 2024, avec les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé après le vote de ladite loi par l'Assemblée nationale le 22 décembre 2023.

" Elle entre dans le cadre de la poursuite des actions relatives au contrôle citoyen de l'action publique et à la mise à disposition du public des informations à caractère financier et budgétaire. L'objectif recherché est de placer le citoyen au centre du développement inclusif, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs gouvernementaux, en permettant à la société civile et au secteur privé d'accéder et de comprendre les finances publiques de notre pays ", fait-on savoir au ministère de l'économie et des finances.

La rencontre a également permis aux participants de connaître les grandes orientations qui ont guidé l'allocation des ressources, les grandes masses de ce budget, notamment les recettes budgétaires, les dépenses budgétaires et les différents soldes significatifs. Les inscriptions spécifiques opérées au profit de différents domaines, tels

que l'éducation, la santé, l'agriculture, la sécurité, piste rurales, l'énergie, le transport routier, défense et sécurité, ont été dévoilées. "Les dispositions prises pour renforcer la résilience des contribuables et booster encore plus l'économie ont été également exposées ainsi que les efforts déployés par l'Etat pour porter la part relative des dépenses sociales dans le budget, exercice 2024, à 48% ", indique-t-on.

Sur les deux rencontres, les participants ont demandé des clarifications sur certaines questions, notamment les dispositions prises pour renforcer la cohésion sociale, la paix et l'intégrité de notre pays, les mesures prises pour rendre la dette soutenable, et moins de 70% du PIB selon les critères de la sous-région, les efforts en cours pour renforcer la mobilisation des ressources concessionnelles pour financier des investissements afin de créer de la richesse et l'emploi. Ils ont aussi posé des questions sur les mesures prises pour promouvoir la technologie verte, pour rendre en compte la taxation verte, les mesures prises dans le cadre du renforcement de la politique fiscale et de l'élargissement de l'assiette fiscale pour mobiliser plus de recettes fiscales.

Les participants ont été rassurés de la poursuite des initiatives prises depuis 2022 pour atténuer les effets de la vie chère dans le pays et rassurés des dispositions en cours pour renforcer davantage la gouvernance participative.

Koudjoukabalo

es mesures en faveur des femmes victimes

a prompte réaction du gouvernement pour trouver des solutions aux commerçantes victimes de l'incendie du marché d'Agoènyivé à contenter plus d'un. Le Gouvernement a tenu plusieurs rencontres de concertation avec l'ensemble des parties prenantes, dans le but d'accompagner les sinistrés pour la reprise de leurs activités. Les mesures suivantes sont retenues et mises en œuvre à cet effet.

On parle de l'aménagement d'un site provisoire, au lieu dit Togo la commune grain, dans d'Agoènyivé, accord sur un moratoire d'un an sur le remboursement des encours de crédit à la date du sinistre ; la mise en place d'un crédit relais à taux 0 % pour faciliter la reconstitution du capital; l'extension à titre exceptionnel du programme d'assurance du FNFI à hauteur de 50% pour toutes les victimes et de 100% pour les bénéficiaires du



Le Chef de l'Etat aux côtés des commerçantes du marché d'Agoè-Assiyéyé

programme du FNFI; Ouverture du guichet de refinancement pour tous les services financiers décentralisés intervenant sur le marché sinistré.

Un numéro vert est mis à disposition à tous ceux qui veulent avoir des informations complémentaires relative à l'accès au crédit ou prendre attache avec leurs institutions financières habituelles pour savoir

les facilités qui leur sera faite.

On se rappelle que le lendemain du sinistre, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a ecu une délégation des femmes commerçantes du marché. Il a donné des instructions fermes pour que toutes les commerçantes soient enregistrées et qu'un site provisoire soit mis à leur disposition, afin qu'elles reprennent rapidement

leur activité. Ce qui fut fait, à la grande satisfaction des sinistrées. Aussi, le Gouvernement a discuté avec les responsables des institutions de micro finances chez lesquelles les femmes revendeuses et autres commerçants ont souscrit des prêts.

L'Association des professionnels des systèmes financiers décentralises a rassuré sur les mesures d'accompagnement des femmes. " La question de fond c'est de voir dans quelle mesure nous allons accompagner les clients. Ce sont nos clients, on ne va pas se ruer sur eux, surtout quand ils sont en difficultés. Nous allons travailler au cas par cas pour que les activités puissent se relancer. Nous sommes des représentants de 60 institutions de microfinances. Nous allons travailler avec nos membres pour voir comment opérationnaliser les décisions ", a rassuré le Président de l'APSFD.

Koudjoukabalo

www.lemedium.info

CANCER: LE TOGO SE DOTE D'UN CONSEIL

NATIONAL DE LUTTE

<u>ADMINISTRATION PUBLIQUE:</u> **Engagement, dévouement et loyauté auprès de Faure Gnassingbé**

T es composantes de l'adminis-L₄tration publique du Togo ont présenté leurs vœux au Président de la République, Faure Gnassingbé, à l'occasion de la nouvelle année. Les échanges de vœux se sont déroulés à la Présidence de la République, en présence des présidents des institutions de la République, des membres du gouvernement et de plusieurs autres personnalités. En cette occasion, les représentants des fonctionnaires de l'administration du Togo ont réitéré leur engagement, leur dévouement et leur loyauté pour qu'ensemble, aux côtés du Chef de l'Etat, afin de poursuivre les grands chantiers qu'il a initié pour le bonheur et la prospérité du peuple togo-

C'est le ministre, secrétaire général du gouvernement, Christian Trimua, qui a porté le message des fonctionnaires au Président de la république. " Que Dieu Tout-Puissant vous fortifie et continue de vous accorder la sagesse pour conduire notre nation vers sa destinée ", a-t-il dit, affirmant qu'il reste convaincu de l'engagement et de l'abnégation de tous, à préserver les acquis de la politique de développement, à renforcer la paix, la sécurité, l'unité et la cohésion nationales, afin d'accélérer l'atteinte des résultats et de concrétiser votre vision pour le développement et la croissance continue de notre pays.

" Je voudrais donc, vous exprimer, au nom des fonctionnaires et agents publics de nos diverses administrations, toute notre admiration pour ces éloquents résultats et vous assurer de notre détermination à nous investir pleinement dans l'achèvement de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 ", a ajouté le ministre Trimoua.

Il a souligné également les pro-



Faure Gnassingbé entouré des premiers responsables des institutions de la République

modernisation de l'administration publique, pour améliorer le cadre et les conditions de vie et de travail des fonctionnaires et agents publics et qui par cascade, impactent positivement la vie quotidienne de l'ensemble de nos compatriotes.

En effet, ces dernières années, le gouvernement s'est attaché à la transformation institutionnelle progressive de l'administration publique, à la modernisation, la simplification et l'informatisation des processus administratifs, afin de promouvoir un environnement de travail plus efficace, professionnel, transparent et réactif, permettant une meilleure offre de service public à la population.

Selon le porte-parole des fonctionnaires, les importantes réformes et les outils modernes, introduits dans la gestion et la maîtrise des finances publiques, ont permis d'assainir le secteur des finances publiques, d'implémenter une meilleure allocation des ressources et une réduction des coûts administratifs, une plus grande transparence, une gestion plus orthodoxe des ressources publiques et une réduction des risques de corruption. " Ces réformes et outils renforcent la confiance des citoyens dans la gouvernance et contribuent à pérenniser

grès significatifs réalisés dans la nos progrès économiques. En investissant dans le développement professionnel de nos fonctionnaires et agents publics, vous avez voulu, Excellence Monsieur le Président de la République, assurer leur meilleure préparation face aux défis complexes de notre époque ", a-t-il indi-

> Il a ajouté que l'adoption du nouveau statut de la Fonction Publique constitue une étape cruciale dans l'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires et agents publics. Ce nouveau statut qui vise à valoriser le mérite, à encourager l'excellence et à offrir des perspectives d'avancement prévisibles, plus sereines et plus sûres ; va également renforcer la stabilité et la saine motivation de notre administration publique. De plus, le processus de généralisation de l'Assurance Maladie Universelle en cours, confirme la pertinence de l'option stratégique du Chef de l'Etat, il y a quelques années, pour l'INAM, dont l'expérience initiale avec l'administration représente aujourd'hui, une avancée majeure de la politique de protection sociale pour le bien-être des

> Le secrétaire général du Gouvernement a indiqué que ces efforts qui se poursuivent, pour une plus grande agilité de l'administra-

tion publique, nécessitent un engagement constant des administrateurs publics, une quête de perfectionnement permanent et des innovations dans la manière de servir. " Je voudrais donc, vous exprimer, au nom des fonctionnaires et agents publics de nos diverses administrations, toute notre admiration pour ces éloquents résultats et vous assurer de notre détermination à nous investir pleinement dans l'achèvement de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 ", a-t-il conclu.

Il faut souligner que les Forces armées togolaises (FAT), ont aussi rendu hommage au Président de la République lors du Grand rapport des Forces armées togolaises (FAT), qui s'est déroulée le 13 janvier 2024 à Kara. "Les Forces armées togolaises se tiendront toujours sur la brèche afin de vous accompagner dans la consolidation de la paix, de sécurité et de la cohésion sociale, gage de tout développement. Nous voudrions, au nom de tout le personnel des Forces armées togolaises, vous rendre un hommage mérité pour l'attention particulière que vous accordez aux questions de défense et de sécurité ", ont-elles

Selon les services de l'information de la présidence, le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, chef des armées, a félicité les forces de défense et de sécurité pour leur professionnalisme, leur bravoure et leur détermination à assurer la sécurité du pays. Il les a encouragées à œuvrer avec vigilance permanente à garantir la protection des paisibles citoyens. "Le chef de l'État a réaffirmé sa volonté de poursuivre les efforts en vue de la consolidation des capacités stratégiques et opérationnelles des forces de défense et de sécurité ", fait-on savoir.

Ali SAMBA

composantes: les sous-projets d'in-

frastructures; les filets sociaux qui

comprennent les cantines scolaires et les transferts monétaires ; le ren-

forcement des capacités et la gestion

du projet.

Au Togo, la lutte contre le cancer enregistre une nouvelle avancée. Le gouvernement a adopté vendredi dernier en conseil des ministres, la création d'un Conseil national. L'organisme, institué par décret, scelle la mise en place d'un cadre institutionnel national de coordination et de gestion de la lutte contre le cancer, sous ses aspects essentiels de prévention et de prise en charge.

Concrètement, le Conseil aura pour mission d'orienter et de coordonner les différentes initiatives déjà mises en place par l'exécutif, et d'améliorer la mobilisation des ressources. En effet, depuis plus d'une décennie, le pays s'est fortement engagé contre cet enjeu de santé publique, deuxième cause de mortalité dans les hôpitaux de la sous-région, après les maladies cardio-vasculaires.

Entre autres mesures déjà prises, l'adoption d'un plan national de lutte, la création d'un institut national dédié, l'élaboration de campagnes de sensibilisation et de vaccination en particulier contre le cancer du col de l'utérus, ou encore la création, il y a quelques semaines, d'un registre national des cancers. Parallèlement, une unité de traitement de cancer infantile et un centre international de cancérologie ont été rendus opérationnels il y a deux ans. "Le cancer est un tueur silencieux. Il faut donc une action coordonnée de toutes les institutions qui interviennent dans ce domaine ", a résumé le porte-parole de l'exécutif, Christian Trimua à l'issue du Conseil des ministres. Pour rappel, en 2022, 7.000 nouveaux cas de cancer ont été recensés dans le pays.

Source: republiquetogolaise.com

UMOA-TITRES : LE TOGO LÈVE 25 MILLIARDS



Le Togo a bouclé avec succès ce vendredi 12 janvier 2023, sa première sortie sur le marché financier régional. En quête de 25 milliards FCFA via une émission simultanée de BAT, le Trésor public a obtenu la confiance des investisseurs ouest

En tout, un peu plus de 39 millions FCFA de soumissions, ont été recueillies de la part des participants correspondant à 157% de taux de couverture de l'opération. Mais le pays n'a retenu que les 25 milliards FCFA recherchés. Dans le détail, 18 milliards FCFA ont été collectés via les Bons Assimilables du Trésor (BAT) émis sur la maturité 91 jours et 7 milliards FCFA via les titres stipulés sur 1 an. Pour rappel, le Togo prévoit de mobiliser 607 milliards FCFA en 2024 pour financer en partie son budget qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 2179 milliards FCFA.

Source: @Republiquetogolaise.com

de francs CFA. Ali SAMBA

<u>FSB :</u> Un projet qui fait reculer la pauvreté

a lutte contre la pauvreté est Ltrès acharnée au Togo. Dans sa démarche porteuse de résultats, le pays s'arme de projets sociaux comme les FSB, des initiatives socioéconomiques variées... qui créent des opportunités non négociables pour les habitants. Tous ces moyens renforcent l'inclusion sociale.

Le projet de Filets sociaux et services de base (FSB) a été lancé pour conduire le Togo vers le développement durable. Les chiffres sont saisissants: en 2015, 69 % de la population en milieu rural vivaient sous le seuil de pauvreté. Dans les zones urbaines, entre 2011 et 2015, les officiels ont pu constater que " la pauvreté a progressé surtout à Lomé, la capitale et sa périphérie, en passant de 28,5 % à 34,3 % ".

Selon le Gouvernement, le projet FSB a été lancé pour répondre à la problématique de la responsabilisation des communautés dans leur



Un groupement de femmes unies contre la pauvreté

développement, à renforcer leurs accès aux infrastructures de base et à une couverture sociale minimum. Ses objectifs sont de soutenir la réhabilitation et la construction d'infrastructures de base dans les communautés ciblées ; accroître l'accès des enfants des communautés les plus pauvres à des repas scolaires réguliers pour améliorer la fréquentation et la rétention dans les écoles.

Il est également destiné à élever le revenu et la consommation des ménages ciblés et, de ce fait, leur capacité à faire face aux chocs ; amener les communautés bénéficiaires à assumer la responsabilité de la mise en œuvre de projets de développement à travers l'approche de Développement conduit par les communautés (DCC). Le projet de Filets sociaux et services de base a 3

Sur la période 2017-2021, 200 infrastructures de base ont été réalisées, selon le bilan établi par l'Anadeb, bras du ministère du Développement à la base qui pilote le projet. 60 568 ménages bénéficiaires ont perçu 15 000 francs CFA par trimestre. Le nombre d'écoliers touchés par les cantines scolaires est de 94 712 sur la même période, dans

A en croire l'Anadeb, la seule année 2021, ce sont 8 073 217 repas qui ont été servis aux enfants. Les financements engagés de 2017 à 2021 sont calculés à 27,5 milliards

337 écoles primaires publiques. Ce

sont 39 448 372 nombre de repas

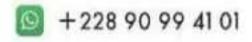


Simplifiez vos démarches en quelques clics. Désormais, créez votre NIF en ligne.

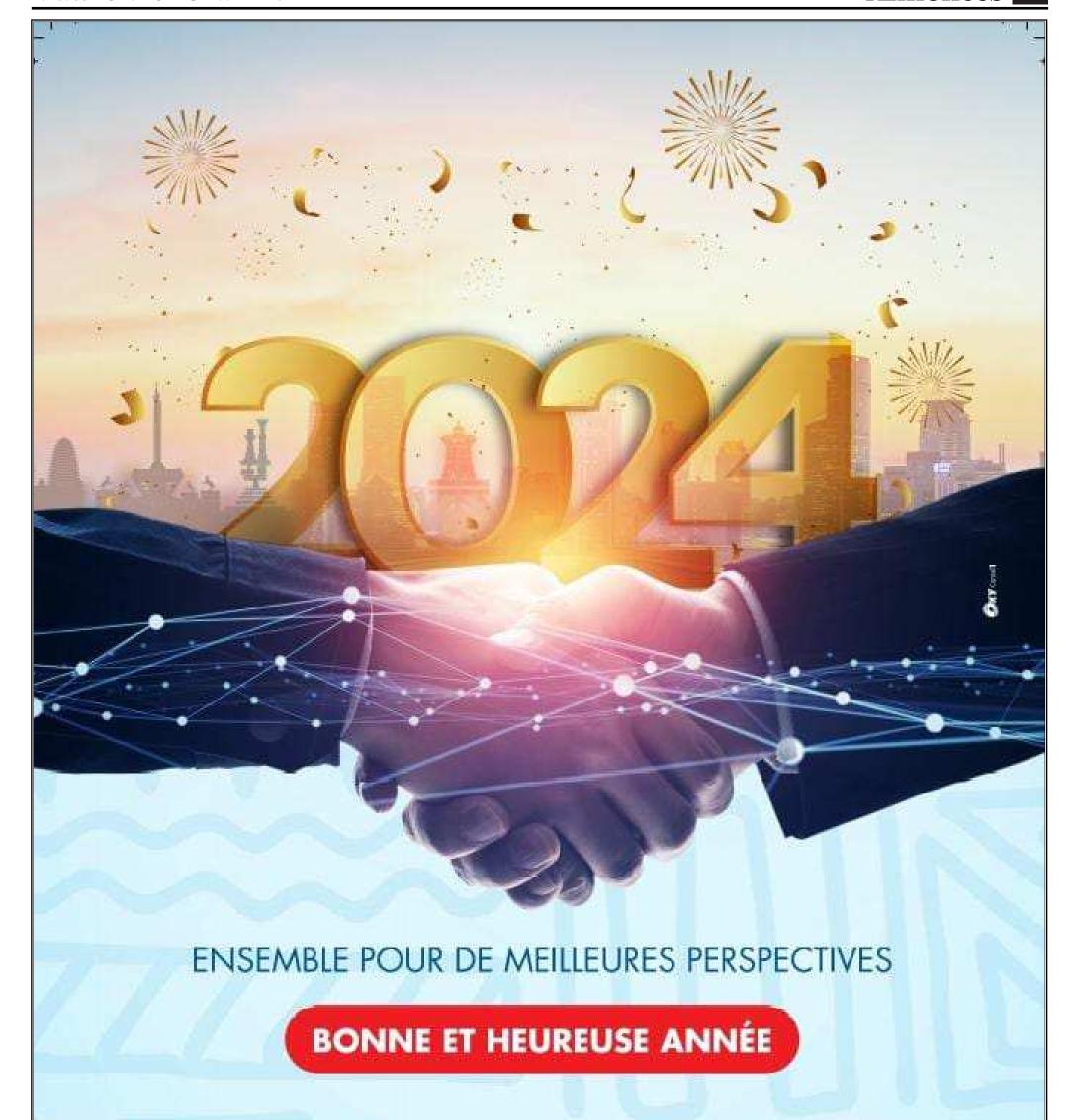


Gratuit - Rapide - Efficace





FEDERER POUR BATIR www.otr.tg



La Banque Autrement

https://togo.coris.bank







